

## 6.1. Etat d'avancement du projet PBF/BDI/A-8

Entités des NU chargées de mise en œuvre : PNUD		Domaine Prioritaire : Réintégration
Ministère de tutelle : Ministère de la Solidarité Nationale, du Rapatriement des Réfugiés et de la Réintégration Sociale		
<b>Titre du Projet</b>	<b>Appui à la réintégration socioéconomique des populations affectées par les crises et au relèvement communautaire dans les provinces de Bubanza, Bujumbura rural et Cibitoke</b>	
Couverture géographique	Bubanza, Bujumbura rural et Cibitoke	
Budget approuvé	1,787, 553 US\$	
Décision de transfert de fonds par NY	21 Mai 2009	
Date de démarrage : 02/10/2009	Date prévue pour la clôture du projet : 31.12.2010	
Retard par rapport à la date de clôture : pas de retard	Commentaires : Au regard de l'état d'avancement actuel et de la période de six mois qui restent, il n'y aura pas de retard envisageable. Sauf imprévus, la planification des activités suit son cours normal.	

### Réalisations quantitatives par rapport aux objectifs et aux résultats

Résultats attendus	Activités prévues	Principales réalisations
<b>Résultat 1: Les populations affectées par les crises sont réintégrées de manière pacifique dans leurs communautés d'origine et/ou d'accueil</b>	Résultat 1 : Réaliser une campagne de sensibilisation et de mobilisation communautaire précédant le démarrage des activités du projet, avec un accent particulier sur la promotion de la réconciliation nationale et la résolution pacifique des conflits locaux.	<ul style="list-style-type: none"> <li>La participation massive aux campagnes de sensibilisation et de mobilisation communautaire précédant le démarrage des activités du projet a permis de sensibiliser 334 personnes dont 20% de femmes représentant les différentes couches socioprofessionnelles sur l'importance de la prévention et la résolution pacifique des conflits, la réconciliation, la cohésion sociale, la mobilisation communautaire ainsi que des droits et devoirs des citoyens.</li> </ul>
	Réhabilitation des pistes de désenclavement avec l'approche HIMO par les jeunes (1800 x 3mois x 40\$)	<ul style="list-style-type: none"> <li>A travers 26 projets HIMO initiés, dont 15 relevant du secteur des pistes, 2 210 personnes dont 1 430 adultes associés, 650 membres des communautés d'accueil et 130 agents vont travailler pendant 3 mois. Les femmes y participent au nombre de 387 personnes. D'autres volets, en l'occurrence « Epargne » et « Sensibilisation des bénéficiaires à la cohésion sociale et au développement des activités génératrices » sont développés tout au long du programme. Outre le renforcement économique des personnes vulnérables, ce volet favorise la cohésion et l'entente sociale.</li> <li>30 projets prêts à démarrer début juillet dans les 5 communes de la province Bubanza sont déjà identifiés au profit de 2 400 bénéficiaires dont 630 femmes.</li> </ul>
	Reboiser en projet HIMO (600 jeunes x 3mois x 40\$)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les contrats avec 3 ONGs recrutées pour l'exécution de cette activité qui s'étendra sur 405 hectares dans 9 Communes couvertes par le projet, ont été signés. Cependant le reboisement devra attendre la prochaine saison pluvieuse (septembre-octobre 2010).</li> </ul>
	Réhabiliter 6 infrastructures sociales de base (centres de santé, écoles, adductions d'eau).	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les évaluations des capacités des acteurs locaux incluant celles des Communes démontrent que ces dernières ont les compétences nécessaires pour mener les réhabilitations/constructions prévues.</li> <li>Les contrats sont en cours de signature pour la réhabilitation de 7 écoles et 1 centre de santé. Les travaux démarreront avec le mois de juillet 2010.</li> <li>Un Ingénieur hydraulicien a été recruté pour réaliser une</li> </ul>

		<p>étude de faisabilité pour les travaux d'adduction d'eau potable sur une longueur estimée à plus ou moins 4 Km, qui devrait desservir un centre de santé, 2 écoles primaires, un marché et le chef-lieu de la Commune Bugarama en province de Bujumbura rural.</p>
	Réaliser des campagnes de sensibilisation sur la citoyenneté en relation directe avec les activités de réhabilitation des infrastructures socio communautaires.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'activité est reportée au 3ème trimestre 2010 et accompagnera les travaux de réhabilitation / reconstruction des infrastructures retenues.</li> </ul>
	Auto-construction de 500 maisons	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Poursuite de l'opération d'établissement du profil socioéconomique au niveau des déplacés vivant dans 9 sites et 4 villages ruraux intégrés répartis dans 4 des 9 communes couvertes par le projet,</li> <li>• 148 bénéficiaires ont été sélectionnés suivant les critères de vulnérabilité validés par le Comité Technique de Suivi du projet.</li> <li>• Les partenaires d'exécution qui vont encadrer les travaux de construction des maisons sont identifiées.</li> </ul>
<p><b>Résultat 2 :</b> Les mécanismes de dialogue, de prévention et résolution des conflits sont renforcés, et le climat de confiance entre les populations et les autorités est rétabli.</p>	Ateliers de formation à l'intention des élus locaux, leaders féminins et agents de l'administration locale en matière de réintégration et relèvement.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les capacités de 371 personnes issues de l'administration à tous les niveaux, les élus locaux, les leaders féminins ont été renforcées en matière de réintégration incluant les Notion de groupe cible en matière de réintégration post-conflit, Réintégration socioéconomique des personnes affectées par le conflit et Relèvement communautaire, Elaboration des plans communaux de réintégration, Cohabitation pacifique intercommunautaire, Gestion et coordination du développement. Ils ont reconnu le rôle de cette stratégie comme outil analytique et programmatique dans la réintégration des groupes cibles et se sont engagés à contribuer dans la mise en œuvre des plans communaux de réintégration qu'ils vont eux-mêmes élaborer en commençant par le ciblage des bénéficiaires.</li> </ul>
	Campagne de sensibilisation à travers les médias (radios, journaux et TV) et Conception d'affiches et matériel de sensibilisation	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La médiatisation des activités du projet, à travers 4 radios les plus écoutées et couvrant la totalité du pays et 2 TV plus regardées par le public, a permis d'informer la totalité des populations de la zone d'intervention du projet, et de surcroît toute la population burundaise, sur les appuis prévus par le projet.</li> </ul>
<p><b>Résultat 3 :</b> Les populations affectées par les conflits ont accès à des moyens de subsistance durables</p>	Financement des initiatives visant l'entrepreneuriat local, Promotion de l'accès aux intrants agricoles et non-agricoles et développement de techniques de transformation et de conservation des produits ruraux	<ul style="list-style-type: none"> <li>• En partenariat avec la FAO qui contribuera à hauteur de 25,000US\$, un montant de 173,700US\$ a été décaissé pour développer un sous-projet de renforcement de la filière du conditionnement et de la transformation du poisson de Lac au Burundi et appui à sa commercialisation.</li> <li>• L'analyse faite sur les éléments du profil socioéconomique établis sur 2 047 chefs de ménages a permis de noter que la principale occupation de la majorité des groupes cibles demeure incontestablement l'agriculture. Les appuis devraient par conséquent être orientés vers ce secteur. Le petit commerce, les métiers divers (maçonnerie, coiffure, menuiserie, plomberie, taxi-vélo) ont été aussi identifiés.</li> </ul>
<p><b>Résultat 4 :</b> Les capacités nationales en matière de politique, planification, coordination et suivi du processus de réintégration sont renforcées.</p>	Appuyer le MSNRRRS pour le développement d'un programme national de réintégration et de relèvement communautaire	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Avec l'appui du projet, un Consultant national affecté au MSNRRRS, chargé d'élaborer le plan d'action de mise en œuvre de la stratégie nationale de réintégration socioéconomique des populations affectées par le conflit (SNRSEPC) a été recruté pour 2 mois (juin-juillet 2010)</li> <li>• Le projet a aussi contribué à multiplier le document de stratégie en 2000 exemplaires afin d'en assurer une large diffusion.</li> <li>•</li> </ul>
<p><b>Taux d'exécution budgétaire: 44.00 %</b></p>		

**Appréciation qualitative par rapport aux objectifs et aux résultats :**

Le projet d'appui aux personnes affectées par les crises a beaucoup investi dans la phase préparatoire pour s'assurer que le processus est participatif y compris dans la définition de la stratégie de pérennisation des acquis du projet. Il est à présent entré dans sa phase de croisière et les ressources supplémentaires mobilisées par le PNUD ont permis d'élargir la zone d'intervention du projet et d'augmenter l'effectif des populations affectées par les crises qui bénéficieront des activités HIMO. Alors que 3 communes par province avaient été retenues au départ, certaines activités couvrent la totalité des communes dans les 2 provinces de Bubanza et Cibitoke.

**Les contraintes majeures :**

- La complexité de l'opération d'établissement du profil socioéconomique sur les groupes cibles, à cause du grand nombre de personnes sur lequel elle doit être réalisée, a retardé la sélection des bénéficiaires pour les différents appuis spécifiques prévus par le projet et le démarrage des activités correspondantes.
- Les campagnes liées au cycle électoral depuis mai 2010, perturbent la programmation et le déroulement des activités impliquant une forte participation des autorités administratives, des élus locaux, de certains membres des CCDC et d'autres leaders communautaires..
- La complexité du processus d'identification et de validation des infrastructures sociocommunautaires à réhabiliter, en raison de son caractère participatif et inclusif lié à l'exigence de le faire en cohérence avec les priorités des Plans Communaux de Développement Communautaire (PCDC, retarde aussi le démarrage effectif des travaux sous ce volet.
- La planification de certaines activités liées aux saisons spécifiques, comme le reboisement, a dû être reportée.
- Augmentation considérable des coûts pour les travaux HIMO : alors que, lors de la formulation du projet, il était estimé 40 \$ pour le salaire mensuel d'un travailleur, il est de l'ordre de 63 \$ à la date d'établissement du rapport. C'est aussi le cas pour les ateliers de formation du fait du grand nombre de personnes à y participer.

**Prochaines étapes :**

- Renforcer les aspects de communication,
- Animer les ateliers sur la résolution pacifique des conflits et la coexistence pacifique dans les 13 communes restantes,
- Campagnes de sensibilisation sur la citoyenneté en relation directe avec les activités de réhabilitation des infrastructures socio communautaires.
- Appui à l'auto-construction de 500 maisons dans le cadre de la réinstallation des groupes vulnérables.
- Poursuite des travaux HIMO autour de la réhabilitation des pistes de désenclavement et du reboisement de 405 hectares par 600 jeunes.
- Réhabilitation/construction d'infrastructures sociales de base retenues (7 écoles ; 1 centre de santé, 1 adduction d'eau).
- Financement des initiatives visant l'entrepreneuriat économique local.
- Promotion de l'accès aux intrants agricoles et non-agricoles.
- Développement de techniques de transformation et de conservation des produits ruraux.